

Niveau(x) d'enseignement: 0
Centre d'intérêt: 430

Numéro EDUQ : 8570587

Ayotte, Robert, 1932-.

Sondage sur l'éducation, 1966. 4, Opinions concernant les mesures financières destinées à favoriser l'accessibilité aux études / Robert Ayotte, Gérard Lapointe ; [pour le] Ministère de l'éducation, Direction générale de la planification. -- [Québec] : La Direction, 1969.
iii, 38 f. ; 28 cm.

Descripteur(s): *Réforme scolaire *Accès à l'éducation *Gratuité scolaire *Coût *Aide aux étudiants *Démocratisation de l'enseignement *Secondaire (Niveau) *Collégial (Niveau) *Universitaire (Niveau)

Identificateur(s) de sujet: -Rapport Parent

Le quatrième volet du rapport traite de la gratuité scolaire aux divers niveaux d'enseignement. Quatre questions du sondage permettaient d'évaluer les opinions au sujet de l'accessibilité aux études secondaires et supérieures: du point de vue du contribuable, la gratuité scolaire coûte-t-elle trop cher? Quelle que soit la réponse à cette question, faut-il étendre la gratuité aux niveaux collégial et universitaire? Enfin, est-ce que l'allocation de \$10 pour les 16 et 17 ans qui étudient et les autres mesures d'aide du Gouvernement sont suffisantes pour les familles dont les enfants sont aux études?

Les gens trouvent que la réforme de l'éducation en général et une plus grande accessibilité en particulier coûtent cher aux contribuables. Par ailleurs, ils considèrent que cette accessibilité doit s'étendre davantage soit par la gratuité scolaire, soit par d'autres mesures d'aide. Ils valorisent en effet beaucoup l'éducation et, bien qu'ils en critiquent le coût, ils sont d'accord avec les mesures de libéralisation de l'enseignement.

Type de document: r

Notice(s) connexe(s): 8570584, 8570585, 8570586

SONDAGE SUR L'ÉDUCATION 1966

IV

OPINIONS CONCERNANT LES MESURES
FINANCIÈRES DESTINÉES À FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ
AUX ÉTUDES

Ministère de l'Éducation
Direction générale de la
Planification
Juillet 1969

Robert Ayotte
Gérard Lapointe

TABLE DES MATIÈRES

	Page
TABLE DES MATIÈRES	I
LISTE DES TABLEAUX	II
AVANT-PROPOS	IV
INTRODUCTION	1
I - La gratuité scolaire jusqu'en 12e année coûte-t-elle trop cher?	4
II- Faut-il étendre la gratuité scolaire	10
A. Au niveau collégial?	10
B. Au niveau universitaire?	14
III- L'allocation de \$10. pour les 16-17 ans est-elle suffisante?	20
IV- L'aide totale du gouvernement du Québec est-elle suffisante	25
A. Entre la 7e et 11e année?	25
B. Au-delà de la 11e année?	30
CONCLUSIONS	35

LISTE DES TABLEAUX

	Page
1. La gratuité scolaire jusqu'en 12e année coûte cher aux contribuables	5
2. Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question sur le coût de la gratuité scolaire	9
3. Accord ou désaccord pour l'extension de la gratuité scolaire au niveau collégial	11
4. Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question sur l'extension de la gratuité au niveau collégial	13
5. Accord ou désaccord pour l'extension de la gratuité scolaire au niveau universitaire	16
6. Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question sur l'extension de la gratuité au niveau universitaire	19
7. L'allocation pour les 16-17 ans est-elle assez élevée?	21
8. Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question demandant si l'aide gouvernementale au secondaire est suffisante	24
9. L'aide gouvernementale aux familles qui ont des enfants au secondaire est-elle suffisante?	26
10. Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question demandant si l'aide gouvernementale au secondaire est suffisante	29
11. L'aide gouvernementale aux familles qui ont des enfants au delà du secondaire est-elle suffisante?	31
12. Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question demandant si l'aide gouvernementale au postsecondaire est suffisante	34

	Page
13. Opinion des informateurs célibataires ou mariés sur l'extension de la gratuité scolaire au niveau collégial et/ou universitaire	38
14. Opinion des informateurs célibataires concernant le présalaire et la prolongation des vacances	38

AVANT-PROPOS

Le ministère de l'Éducation du Québec a pris l'initiative de réaliser ce sondage au cours de l'année 1966. Il a confié la responsabilité d'une partie des opérations au Centre de recherches sur l'opinion publique (CROP) qui a collaboré à la confection du questionnaire, a défini l'échantillonnage et a réalisé des entrevues avec les quelque 2 500 personnes. A la Direction générale de la planification, en plus de travailler à la définition des objectifs d'un tel sondage et au questionnaire, nous nous sommes chargés de l'analyse des résultats et de leur diffusion.

Pour une présentation générale des objectifs et de la méthodologie de ce sondage, veuillez consulter l'introduction du tome premier intitulé: **Sondage sur l'éducation 1966: I Niveau d'information et valeur accordée à l'éducation au Québec.**

Vous trouverez, également, à l'annexe 1 de ce tome un exemplaire complet du questionnaire utilisé.

Introduction.

Le sondage sur les problèmes de l'éducation, réalisé en 1966, pose des questions sur l'aide que le gouvernement apporte aux familles pour favoriser l'accessibilité aux études et en particulier sur la gratuité scolaire aux divers niveaux d'enseignement. Cette question suscite beaucoup d'intérêt à la fois parmi les étudiants et parmi les contribuables.

Depuis quelques années, plusieurs mesures ont facilité l'accès financier aux institutions d'enseignement; les écoles secondaires n'exigent plus de frais de scolarité depuis 1961; en 1966, la loi des institutions associées a rendu gratuit l'entrée aux institutions privées de niveau secondaire qui acceptent de s'associer aux commissions scolaires régionales. De plus, des pressions s'exerçaient à cette époque pour que les futurs Collèges d'enseignement général et professionnel soient exempts de frais de scolarité et pour que les frais exigés par les universités soient abolis. Il y a donc eu un effort considérable en vue de la démocratisation de l'éducation.

Voici les quatre questions du sondage:

- 1- Vous n'êtes pas sans savoir que les changements qui surviennent dans l'enseignement au Québec coûtent, sous forme de taxes et d'impôts, de l'argent aux citoyens du Québec. Pensez-vous qu'actuellement il en coûte trop cher au public pour maintenir la gratuité scolaire jusqu'en 12^e année? (q. 64)
- 2- Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec le fait d'étendre la gratuité scolaire:
 - a) aux études entre la 11^e année et l'université
 - b) aux études universitaires? (q. 65)
- 3- Est-ce que vous trouvez que l'allocation supplémentaire de \$10. pour les 16 et 17 ans qui étudient est trop élevée, juste assez élevée ou pas assez élevée? (q. 66)
- 4- Avez-vous l'impression que le gouvernement du Québec aide trop, juste assez ou pas assez les familles qui ont des enfants aux études
 - a) entre la 7^e et la 11^e année
 - b) au delà de la 11^e année? (q. 75)

Ces questions permettent d'évaluer les opinions au sujet de plusieurs dimensions concernant l'accessibilité aux études secondaires et supérieures; du point de vue du contribuable, la gratuité au secondaire coûte-t-elle trop cher ? Quelle que soit la réponse à la première question,

faut-il étendre la gratuité au niveau collégial ou universitaire? Enfin est-ce que l'allocation de \$10. et les autres mesures d'aide sont suffisantes pour les familles dont les enfants sont aux études?

Chacune des questions sera analysée selon sept variables indépendantes: région, sexe, âge, présence d'enfant du ménage à l'école, instruction du père, occupation de ce dernier et revenu du ménage.

I La gratuité scolaire jusqu'en 12^e année coûte-t-elle trop cher?

Après avoir indiqué aux gens qu'ils doivent défrayer le coût de l'éducation et des changements qui y surviennent au moyen de taxes et d'impôts, on leur demande si la gratuité jusqu'en 12^e année coûte trop cher aux contribuables. Cette question peut prêter à confusion dans la mesure où les gens ne savent pas quelle proportion des dépenses d'éducation est due à la gratuité au secondaire; la question peut révéler l'accord ou le désaccord avec le principe de la gratuité ou encore indiquer que dans son ensemble la réforme de l'éducation coûte trop cher.

L'ensemble des informateurs se partagent assez également entre les "oui" (ceux qui trouvent qu'il en coûte trop cher) et les "non".

Oui	Non	Ne sais pas
43.4%	46.6%	10.0%

TABLEAU 1

La gratuité scolaire jusqu'en 12^e année
coûte trop cher aux contribuables.

catégories régions			
	Oui	Non	Ne sais pas
Gaspésie	28.6 -	64.0 +	7.4
Saguenay	58.6 +	33.8 -	7.6
Québec	44.2	46.8	9.0
Trois-Rivières	54.2 +	33.5 -	12.3
Cantons-de-l'Est	46.5	40.0	13.5
Montréal	37.5	52.5	10.0
Outaouais	43.3	48.2	8.5
Nord-Ouest	28.0 -	63.3 +	8.7
Côte-Nord	46.9	42.6	10.5
Montréal métro.	35.7 -	51.8	12.5
Québec métro.	40.6	53.0 +	6.4
Sherbrooke	49.5	38.1 -	12.4
Total	43.4	46.6	10.0

Les informateurs de la Gaspésie (64.0%) et du Nord-Ouest (63.3%) ont nettement signifié leur désaccord avec cette proposition: et on retrouve la même tendance chez les informateurs des régions métropolitaines de Québec (53.0%) et de Montréal (51.8%). Par contre, les gens du Saguenay (58.6%) et de Trois-Rivières (54.2%) pensent en plus grand nombre qu'il en coûte trop cher pour maintenir la gratuité au secondaire; et les gens de Sherbrooke (49.5%) inclinent davantage à penser dans le même sens.

Les hommes plus que les femmes trouvent que la gratuité coûte cher; une plus grande proportion de femmes que d'hommes avouent qu'elles ne savent pas. Mais d'une région à l'autre la différence n'est pas suffisamment importante pour qu'elle soit significative.

Parmi les informateurs, les gens de 50 ans et plus partagent en plus grand nombre la proposition présentée alors que ceux de 35 ans et moins sont moins nombreux que dans l'ensemble. Plus les gens sont âgés plus ils ont tendance à trouver que la scolarité gratuite est dispendieuse pour les contribuables: tendance plus manifeste encore dans les régions de la Côte-Nord et du Québec métropolitain.

Evidemment, ceux qui n'ont pas d'enfant dans le système scolaire considèrent davantage élevé le coût de la gratuité au niveau secondaire alors que ceux qui ont des enfants à l'élémentaire et au secondaire sont en plus grand nombre en désaccord avec cette affirmation; cette constatation vaut surtout pour les régions suivantes: Gaspésie, Trois-Rivières, Montréal et les régions métropolitaines de Montréal et de Québec.

Le niveau d'instruction influence beaucoup la réponse des informateurs; plus ces derniers ont fréquenté l'école moins ils jugent la gratuité au secondaire comme onéreuse. Ceux qui ont 7 ans et moins de scolarité trouvent en plus grand nombre le coût de la gratuité scolaire élevé; ceux qui ont 8 ou 9 ans répondent dans les mêmes proportions que l'ensemble alors que ceux qui ont 10 ans et plus de scolarité sont plus nombreux à considérer le coût scolaire comme acceptable. Les régions de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke et du Montréal métropolitain témoignent de cette tendance.

La variable occupation reflète une répartition des réponses semblable à celle fournie par l'instruction; en effet les cultivateurs, les ouvriers et ceux qui sont compris dans "autres" (rentier, invalide, décédé, occupation non déclarée) répondent "oui" en plus grande proportion alors que

les collets blancs et les professionnels déclarent "non" en plus grande proportion. Plusieurs régions affichent un comportement semblable à ce modèle.

Le revenu du père de ménage influence les réponses; ceux qui gagnent moins de \$3,500 trouvent davantage le coût de la scolarité gratuite trop élevé alors que c'est le contraire chez ceux qui ont un revenu de \$7,500 et plus.

Les variations par catégorie de revenu apparaissent peu selon les régions prises une à une.

L'opinion des informateurs est donc directement influencée par leur statut socio-économique, défini par le degré d'instruction, l'occupation et le revenu. Il est étonnant de constater que ce soient les moins fortunés qui évaluent la gratuité scolaire trop lourde pour les contribuables alors que cette politique est mise en application pour qu'eux-mêmes puissent envoyer leurs enfants à l'école. Sans doute le coût est-il toujours relatif à la valeur attachée à l'éducation et à l'effort financier qu'il représente; les gens à faible revenu ne peuvent qu'estimer trop lourde toute charge financière, si minime soit-elle? D'ailleurs, la question insistait davantage sur le coût de la gratuité que sur l'aspect bénéfice.

TABLEAU 2

Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question sur le coût de la gratuité au secondaire.

Régions		Gaspésie	Saguenay	Québec	Trois-Rivières	Cent.-Est	Montréal	Outaouais	Nord-Ouest	Côte-Nord	Montréal Métro.	Québec Métro.	Shérbrooke	Autres
Variables														
Sexe	Homme			3-			1+3-					3-	3-	1+3-
	Femme										3+			1-3+
Âge	15-34									1-2+		1-		1-2+ 3+
	35-50									1+				
	50-+						2-					1+2-		1+2-
					2+3-	2+					2+			2+3-
Enfant à l'école	Pr. + Sec.													
	Prim.	1-										1-2+		
	Second.											1+		
	N1 Pr. N1 Sec.	2-		3+										1+2- 3+
Scolarité	1-7		2-											1+2-
	8-9													
	10-11			2+							1-2+			1-2-
	12-+				2+							1-2+		1-2- 3-
Occupation	Cult.							3+						
	Ouvriers													2-
	Collets blancs			2+						3+				
	Prof.									2+	1-2+	2+	1-2+	1-2- 3-
	Autres	1+2-							2-		1+			1+2-
Revenu	- 3500								3+			3+	1+2-	1+2-
	3500-4999											3-		
	5000-7499	3+												
	7500-+										1-2+		1-2+	1-2- 3

II Faut-il étendre la gratuité scolaire?

Une fois la gratuité scolaire appliquée jusqu'en 11^e année, faut-il l'étendre au niveau collégial et au niveau universitaire pour favoriser le plus large accès possible aux études supérieures indépendamment des situations financières des familles? La question telle que formulée ici ne pose que le principe de la gratuité sans la relier avec les coûts qu'elle va entraîner. On ne met en évidence que l'aspect positif d'une telle politique.

Nous verrons successivement l'opinion des informateurs pour le niveau collégial et pour le niveau universitaire.

A- Au niveau collégial

La très grande majorité (84.4%) des informateurs se montrent favorables à une telle proposition; et toutes les régions sont d'accord à quelques différences près: les gens de la Côte-Nord (93.3%) et du Saguenay (92.8%) répondent "oui" en plus grandes proportions que la moyenne d'ensemble alors que ceux de Québec, Trois-Rivières et Montréal répondent "oui" en des proportions légèrement moins grandes.

TABLEAU 3

Accord ou désaccord pour l'extension de la
gratuité scolaire au niveau collégial.

catégories régions	Oui	Non	Ne sais pas
Gaspésie	90.2	4.6	5.2
Saguenay	92.8 +	5.3	1.9
Québec	77.4 -	12.2	10.4 +
Trois-Rivières	75.4 -	13.3 +	11.3 +
Cantons-de-l'Est	80.5	12.1	7.4
Montréal	78.1 -	11.9	10.0
Outaouais	88.7	4.3	7.0
Nord-Ouest	87.9	5.7	6.4
Côte-Nord	93.3 +	4.3 -	2.4 -
Montréal métro.	87.1	7.1	5.8
Québec métro.	82.9	10.7	6.4
Sherbrooke	81.2	11.9	6.9
Total	84.4	8.8	6.8

Alors que 43.4% des gens trouvaient que la gratuité au secondaire coûtait trop cher, voici que 84.4% veulent qu'on l'étende au collégial: est-ce parce que la formulation de cette question-ci est moins ambiguë que la précédente ou est-ce parce qu'elle propose un avantage pécunier sans exiger la contrepartie? Il semble de toute façon que les gens préfèrent une plus grande extension de l'accessibilité même si à la fin il faut payer la note.

Dans la répartition des réponses par région, on retrouve encore ici une différence entre des régions plus excentriques et des régions centrales; les premières favorisent plus que les secondes les nouvelles mesures d'accessibilité.

A l'intérieur de chacune des régions, le sexe des répondants n'amène pas de variations importantes. Les gens de moins de 50 ans favorisent plus la gratuité au collégial que ceux de 50 ans et plus; cela se vérifie surtout dans les régions suivantes: Québec, Cantons-de-l'Est, Montréal et Outaouais.

Le fait d'avoir des enfants aux études élémentaires ou secondaires et le degré d'instruction du répondant influencent peu les prises de position.

Les cultivateurs sont un peu moins d'accord que les autres groupes d'occupations avec le fait de la gratuité au collégial et ceci principalement dans les régions de la Gaspésie et de Québec.

Les données indiquent également que ceux dont le revenu est inférieur à \$3,500 sont nettement moins favorables ou plus hésitants que ceux dont le revenu dépasse \$5,000. Chez ceux qui gagnent moins de \$3,500, le phénomène est significatif pour les régions de la Gaspésie, des Trois-Rivières, de Montréal et du Nord-Ouest. En effet, les gens qui jusqu'à récemment ont peu profité de l'enseignement collégial sont moins enclins que les autres à défrayer le coût de la gratuité à ce niveau dans la mesure où ces gens indépendamment de la question financière ne se sentent pas "faits" pour des études collégiales ou supérieures.

B- Au niveau universitaire

Près des trois quarts (73%) des informateurs sont d'accord avec la gratuité scolaire au niveau universitaire;

un sixième (17.5%) ne l'est pas et un dixième (9.5%) ne se prononce pas. Il y a donc une large majorité de la population favorable à cette politique d'accessibilité; toutefois, la proportion du "oui" est légèrement inférieure pour le niveau universitaire que pour le niveau collégial.

Cette opinion est partagée de façon assez uniforme par les diverses régions; les gens du Saguenay endossent en plus grand nombre (85.6%) cette proposition alors ceux de la région de Québec (65.6%) et de la ville de Sherbrooke (62.4%) manifestent un peu plus d'opposition.

Les hommes (22.1%) sont plus en désaccord que les femmes (14.9%) mais sont moins indécis que ces dernières; cette tendance se vérifie significativement dans les régions de Québec, de la Côte-Nord et du Montréal métropolitain.

Les gens de plus de 50 ans sont moins enclins à approuver une telle politique; ce fait est nettement manifeste pour la région de Québec et celle de l'Outaouais et se retrouve à l'état de tendance dans les autres régions.

TABLEAU 5 Accord ou désaccord pour l'extension de la gratuité scolaire au niveau universitaire.

catégories régions	Oui	Non	Ne sais pas
Gaspésie	77.8	13.9	8.3
Saguenay	85.6 +	12.0 -	2.4 -
Québec	65.6 -	19.6	14.8 +
Trois-Rivières	68.5	18.7	12.8
Cantons-de-l'Est	74.9	17.2	7.9
Montréal	71.9	18.8	9.3
Outaouais	78.0	12.1	9.9
Nord-Ouest	72.9	12.9	14.2 +
Côte-Nord	78.4	15.4	6.2
Montréal métro.	75.3	15.2	9.5
Québec métro.	69.3	21.5	9.2
Sherbrooke	62.4 -	28.0 +	9.6
Total	73.0	17.5	9.5

Les informateurs qui n'ont pas d'enfant dans le système scolaire sont significativement moins favorables et plus indécis vis-à-vis la gratuité à l'université que ceux qui en ont. Cette constatation est davantage valable pour les régions suivantes: Cantons-de-l'Est, Nord-Ouest et Sherbrooke.

Le degré d'instruction influence assez peu les réponses. Mais les cultivateurs favorisent en moins grande proportion que l'ensemble une politique de gratuité : cette tendance apparaît clairement dans les régions du Saguenay de Québec, et de l'Outaouais. Par contre, les ouvriers de la Côte-Nord et du Saguenay sont plus que l'ensemble d'accord avec une telle mesure d'accessibilité.

Les gens dont le revenu est inférieur à \$3,500 sont moins nombreux à partager l'extension de la gratuité jusqu'à l'université que l'ensemble des informateurs. Régions où la différence est significative: Trois-Rivières, Montréal, Nord-Ouest. Chez ces gens, la proportion de ceux qui ne connaissent pas le problème est élevée. On rencontre aussi un peu plus d'opposition chez les gens à haut revenu que chez les autres groupes.

En somme, l'extension de la gratuité au niveau universitaire rencontre l'adhésion de trois informateurs sur quatre. Il s'agit donc d'un désir largement partagé. Les résistances proviennent surtout des gens plus âgés, des gens qui n'ont pas d'enfant à l'élémentaire ou au secondaire, des cultivateurs et de ceux dont les revenus sont ou très bas ou très élevés.

TABLEAU 6

Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question sur l'extension de la gratuité au niveau universitaire.

Régions		Caspésie	Saguenay	Québec	Trois- Rivières	Cantons- de-l'Est	Montréal	Outaouais	Nord-Ouest	Côte-Nord	Montréal Métro.	Québec Métro.	Sherbrooke	Non répondre
Sexe	Homme			2+ 3-						2+ 1-2+				2
	Femme													2
Âge	15-34						1+2-							
	35-50													
	50+			2+				1-3+						1-2
Enfant à école	Pr.+Sec.					1+3-								1+3
	Prim.													2
	Second.							1-3+						
	Ni pr. Ni Sec.											3+ 1-	1-	1-2
Scola- rité	1- 7									3+			2-	2
	8- 9								3+	3-			1-2+	2
	10-11								1-3+					2
	12- +													2
Occupation	Cult.		1-2+ 1-					1-3+			1-2+			1-3
	Ouvriers		1+2-									2-		2
	Collets blancs	1+3-		3-						1+2-				2
	Prof.							2+				2+		2
	Autres											3+		2
Revenu	- 3500	3+		3+	1-2+		1-3+		1-3+					1-3
	3500-4999				2-									
	5000-7499													
	7500- +													

Oui = 1
Non = 2
Ne sais pas = 3
Proportion plus grande: +
Proportion plus petite: -

III L'allocation de \$10. pour les 16-17 ans est-elle suffisante?

Depuis 1964, le gouvernement du Québec accorde aux familles une allocation spéciale de \$10. pour les enfants de 16 ans et 17 ans qui fréquentent une institution d'enseignement reconnue. Or cette question demande si cette allocation est trop élevée, juste assez élevée ou pas assez élevée.

Près des trois quarts des informateurs jugent nettement insuffisante l'allocation spéciale de \$10; 17% la trouvent suffisante et 9% n'ont pas d'opinion sur le sujet. Dans les régions des Cantons-de-l'Est et de Montréal les insatisfaits sont plus nombreux que dans l'ensemble; et ils le sont moins dans le Québec métropolitain. Pour la Gaspésie et Trois-Rivières, les proportions de ceux qui ne savent pas s'élèvent au-delà de la moyenne d'ensemble et se situent en deçà dans le cas de la région de Montréal et de Sherbrooke.

Le sexe des informateurs apporte assez peu de variation dans les réponses; on ne décèle qu'une légère tendance selon laquelle les hommes seraient un peu plus nombreux à juger l'allocation valable.

TABLEAU 7 L'allocation pour les 16-17 ans est-elle assez élevée?

catégories régions	Trop ou assez	Pas assez	Ne sais pas
Gaspésie	14.1	68.1	17.8 +
Saguenay	14.8	79.4	5.8
Québec	21.7	68.0	10.3
Trois-Rivières	16.3	70.0	13.7 +
Cantons-de-l'Est	6.5 -	86.5 +	7.0
Montréal	8.1 -	88.1 +	3.3 -
Outaouais	17.7	73.8	8.5
Nord-Ouest	16.5	71.2	12.3
Côte-Nord	19.5	74.3	6.2
Montréal métro.	16.5	71.9	11.6
Québec métro.	24.5 +	67.2 -	8.3
Sherbrooke	24.4 +	71.9	3.7 -
Total	17.1	73.9	9.0

L'âge ne révèle pas non plus des écarts énormes par rapport à l'ensemble; les plus vieux se comparent à la moyenne, les plus jeunes sont plus nombreux chez les "ne sais pas" et moins nombreux chez les insatisfaits; par ailleurs, ceux de 35 à 50 ans jugent en plus grande proportion que l'allocation n'est pas assez élevée. Ces constatations se retrouvent plus accentuées dans les régions suivantes: Gaspésie, Québec, Nord-Ouest et Montréal métropolitain.

Il y a également une tendance pour que ceux qui n'ont pas d'enfant dans le système jugent l'allocation suffisante ou ne se prononcent pas: Gaspésie, Saguenay et Québec. Et ceux qui ont un enfant au primaire et au secondaire jugent l'allocation pas assez élevée, principalement dans les régions suivantes: Saguenay, Nord-Ouest et Québec métropolitain.

Les informateurs de 7 ans et moins de scolarité considèrent plus que les autres l'insuffisance de l'allocation alors que les plus instruits sont d'un avis contraire; les gens de 12 ans et plus de scolarité des régions de la Gaspésie, du Saguenay, de Québec et du Nord-Ouest sont en plus grand nombre satisfaits.

Les cultivateurs et les ouvriers jugent en plus grand nombre insuffisante l'allocation de \$10. alors que les professionnels plus que l'ensemble des informateurs la considèrent assez élevée; ce pattern apparaît partiellement ou complètement dans les régions suivantes: Gaspésie, Saguenay, Nord-Ouest et Québec métropolitain.

Les gens à revenu supérieur sont davantage portés à croire que l'allocation est suffisante, surtout dans les régions du Nord-Ouest et du Québec métropolitain.

En somme, les gens les plus concernés parce qu'ils ont des enfants à l'école et les gens dont l'instruction est peu élevée, dont l'occupation s'exerce dans des emplois manuels (cultivateurs et ouvriers) et dont le revenu est modeste ont tendance à juger plus que les autres l'allocation de \$10. pour les jeunes de 16-17 ans encore aux études nettement insuffisante; en effet une allocation uniforme quels que soient les besoins sera toujours appréciée de façon différente selon la position socio-économique des ménages.

TABLEAU 2

Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question demandant si l'aide gouvernementale au secondaire est suffisante.

Régions		Gaspésie	Saguenay	Québec	Trois-Rivières	Cantons-de-l'Est	Montréal	Outaouais	Nord-Ouest	Côte-Nord	Montréal métro.	Québec métro.	Shedbrook	Réponse
Variables	Homme													1+
	Femme													
Âge	15-34	3+				1-			2- 3+		3+			2- 3+
	35-50			2+					2+3-		3-			1-2+ 3-
	50-+			1+								1+		
Enfant	Pr.+Sec.		1-2+		3-				2+ 3-			2+		2+ 3-
	Prim.													
	Second.										3-			3-
	N1 pr. N1 Sec.	3+1+2-		2- 3+					2-	2-				1+2- 3+
Scolarité	1- 7											1-2+		1-2+
	8- 9													
	10-11											2- 3+		
	12- +	1+	1+	1+2-					1+2-					1+2-
Occupation	Cult.													
	Ouvriers		1-2+			3-			1-			2+		1-2+
	Collets blancs					3+								
	Prof.					3+			1+	3+		1+2-		1+2-
	Autres			3+					1+2-					
Revenu	- 3500								3+					
	3500-4999	Trop + assez élevée = 1 Pas assez élevée = 2												
	5000-7499	Ne sais pas = 3												
	7500- +	Proportion plus grande: + Proportion plus petite: -							1+			1+2-		1+2-

IV L'aide totale du gouvernement du Québec est-elle suffisante?

Outre l'allocation, le gouvernement a pris diverses mesures, tels que la gratuité des cours et des volumes, les bourses d'étude, le transport des élèves, etc. pour faciliter l'accès de l'école à toutes les familles quel que soit leur revenu; la question demandait donc si les gens avaient l'impression que le gouvernement du Québec aide trop, juste assez ou pas assez les familles qui ont des enfants aux études.

A- Entre la 7^e et 11^e année.

Au niveau secondaire, l'aide globale du gouvernement est considérée suffisante par 22.8% des informateurs, insuffisante par la majorité (63.4%); 13.8% n'ont pas d'opinion. Les régions se conforment à ce modèle de réponse sauf dans le cas de la Gaspésie et de Québec où une plus grande proportion que dans l'ensemble jugent que l'aide est assez élevée et dans le cas des Trois-Rivières et des Cantons-de-l'Est où les proportions d'informateurs partageant cette opinion sont moindres.

TABEAU 9 L'aide gouvernementale aux familles qui ont des enfants au secondaire est-elle suffisante?

catégories régions			
	Trop ou assez	Pas assez	Ne sais pas
Gaspésie	29.7 +	56.8	13.5
Saguenay	24.8	66.7	8.5 -
Québec	31.6 +	49.8 -	18.6 +
Trois-Rivières	15.8 -	65.3	18.9 +
Cantons-de-l'Est	10.7 -	71.2 +	18.1
Montréal	19.4	65.6	15.0
Outaouais	21.3	65.2	13.5
Nord-Ouest	25.7	59.3	15.0
Côte-Nord	17.6	67.2	15.2
Montréal métro.	17.9	67.4	14.7
Québec métro.	31.0	59.5	9.5 -
Sherbrooke	26.1	67.9	6.0 -
Total	22.8	63.4	13.8

Le sexe n'apporte aucune variation significative au niveau de l'ensemble ou des régions.

De façon générale, les 15-34 ans sont plus nombreux que dans l'ensemble à ne pas avoir d'opinion (Nord-Ouest et CSte-Nord); les 35 à 50 ans trouvent davantage que les mesures sont insuffisantes (CSte-Nord) alors que plus de gens de 50 ans et plus prétendent qu'elles sont suffisantes (Saguenay et Québec).

La présence d'enfant à l'école influence les réponses: ceux qui n'en ont pas au secondaire se retrouvent plus nombreux parmi les insatisfaits, ce qui se vérifie dans les régions suivantes (Saguenay, Québec, Nord-Ouest, CSte-Nord et Montréal métropolitain); ceux qui en ont seulement au secondaire considèrent proportionnellement plus que l'ensemble l'aide gouvernementale comme assez élevée (Saguenay, Québec, et Nord-Ouest) et ceux qui en ont au primaire et au secondaire estiment plus que les autres au contraire que cette aide n'est pas suffisante (Saguenay, Nord-Ouest, CSte-Nord et Québec métropolitain).

La scolarité des informateurs apporte également des variations importantes à la tendance générale telle que présentée au début de cette section. Quand la scolarité est

inférieure à sept années, plus de gens s'affichent insatisfaits de l'aide apportée alors que ceux qui ont 10 ans et plus de scolarité jugent en plus grand nombre l'aide suffisante, les régions suivantes (Gaspésie, Trois-Rivières, Cantons-de-l'Est, Montréal, Québec, Montréal métropolitain et Québec métropolitain) reflètent en tout ou en partie ce modèle.

La variable occupation dégage une tendance chez les ouvriers selon laquelle ils jugeraient, en plus grande proportion que l'ensemble, insuffisante l'aide gouvernementale et une autre chez les collets blancs et les professionnels selon laquelle ces derniers plus que l'ensemble considéreraient l'aide assez élevée; chose étrange, les cultivateurs tendent plutôt à penser comme les collets blancs. Les régions où ces tendances apparaissent sont la Gaspésie, le Québec, les Cantons-de-l'Est et les régions métropolitaines de Montréal et Québec.

Si l'instruction et l'occupation influencent les réponses, on peut s'attendre à ce que le revenu apporte également des variations; les gens à revenu inférieur à \$3,500 croient en moins grande proportion que l'aide est suffisante contrairement à ceux dont le revenu dépasse \$7,500 qui eux pensent que l'aide est assez élevée; cela est particulière-

TABLEAU 10

Différences significatives apparues en fonction
de six variables pour la question demandant si
l'aide gouvernementale au secondaire est suffisante.

29

Régions Variables		Caspésie	Saguenay	Québec	Trois- Rivières	Cantons de l'Est	Montréal	Outaouais	Nord-Ouest	Côte-Nord	Montréal métro.	Québec métro.	Shenandoah	Montérégie
Sexe	Homme	1+												1+
	Femme													
Âge	15-34								1-3+	2-				1-3-
	35-50		3-				3-			3+	3-			2+
	50-+		1+2-	1+2-						2+				3-
Enfant à école	Pr.+Sec.		2+	3-		3-			2+	2+	3-	2+		2-
	Prim.		3-	1-						3-		3-		3-
	Second.		1+3-	1+3-					1+2-			3+		2-
	N1 pr.N1 sec.		3+	3+					3+	2-	3+			3-
Scola- rité	1- 7						2+					1-2+		1-2-
	8- 9													
	10-11							1+				1+2-		1+2-
	12- +	1+			2-	1+					1+2-			1+2-
Occupation	Cult.						1+							
	Ouvriers			1-		1-					1-	2+		1-2-
	Collets blancs	1+3-				1+					1+			2-
	Prof.													1+2-
	Autres	1-							2-	3+				
Revenu	- 3500	Trop + assez élevée = 1							3+				1-2+	1-
	3500-4999	Pas assez élevée = 2								2+				
	5000-7499	Ne sais pas = 3												
	7500- +	Proportion plus grande: +												
		Proportion plus petite: -												
						1+						1+2-		1+2-

ment manifeste dans les régions des Cantons-de-l'Est, de Sherbrooke et du Québec métropolitain.

B- Au delà de la 11^e année.

S'il s'agit des niveaux collégial et universitaire plus de gens (69.9%) sont sévères au sujet de l'aide du Gouvernement du Québec et plus de gens se disent insuffisamment renseignés (17.0%) alors qu'au niveau secondaire les pourcentages respectifs sont de 63.4% et de 13.8%. La plupart des régions se conforment assez bien à la tendance de l'ensemble à quelques exceptions près; ainsi les gens du Saguenay et de la Côte-Nord sont plus nombreux à évaluer l'aide insuffisante; ceux de Québec et de Sherbrooke au contraire sont plus nombreux à la trouver assez élevée.

Le sexe n'apporte pas de changement dans les réponses de l'ensemble ou des régions.

L'âge ne provoque pas de changements radicaux dans la répartition des réponses; plus de gens de 15 à 35 ans apparaissent indécis et insuffisamment renseignés et un peu moins que dans l'ensemble jugent l'aide assez élevée; par contre ceux de 35 à 50 ans, mieux informés insistent en plus grand nombre sur l'inadéquation des mesures d'aide et ceux de 50

TABLERAU 11 L'aide gouvernementale aux familles qui ont des enfants au delà du secondaire est-elle suffisante?

catégories régions			
	Trop ou assez	Pas assez	Ne sais pas
Gaspésie	12.0	67.7	20.3
Saguenay	13.4	77.0 +	9.6 -
Québec	17.7 +	57.6 -	24.7 +
Trois-Rivières	13.4	65.8	20.8
Cantons-de-l'Est	8.4	70.2	21.4
Montréal	15.0	66.9	18.1
Outaouais	9.2	73.8	17.0
Nord-Ouest	12.1	62.1	25.8 +
Côte-Nord	6.4 -	77.9 +	15.7
Montréal métro.	9.8	74.1	16.1
Québec métro.	15.7	74.7	9.6 -
Sherbrooke	22.0 +	68.8	9.2 -
Total	13.1	69.9	17.0

ans et plus considèrent dans une proportion un peu plus élevée que le support gouvernemental suffit aux familles. Quatres régions se conforment partiellement à ce modèle: Saguenay, Québec, Montréal et Côte-Nord.

Les parents qui n'ont pas d'enfant prêt à accéder aux études supérieures hésitent plus que les autres à répondre. Ceux qui ont des enfants au secondaire ont tendance à trouver que l'aide n'est pas assez élevée: ceci se vérifie dans les régions suivantes: Saguenay, Québec, Cantons-de-l'Est, Nord-Ouest et Côte-Nord.

Le degré d'instruction n'amène pas de différences très significatives tant au niveau de l'ensemble que de chacune des régions. Il ressort toutefois que plus l'instruction est avancée moins il y a de gens indécis.

Il y a une différence importante entre les ouvriers, d'une part, qui croient en très petit nombre (9%) que l'aide est suffisante et les autres travailleurs, collets blancs, professionnels et cultivateurs, d'autre part, qui eux sont plus nombreux à la juger assez élevée. Cette façon de voir se retrouve particulièrement en Gaspésie, dans les Cantons-de-l'Est, à Montréal et dans le Québec métropolitain.

Le revenu ne suscite que peu de variation aussi bien au niveau de l'ensemble que de chacune des régions.

En somme, près des deux tiers des informateurs jugent que l'aide gouvernementale n'est pas assez élevée aussi bien dans le cas des études secondaires que postsecondaires. Par contre, les gens qui ne sont pas concernés immédiatement par le problème des études ont tendance à se montrer ou plus indécis ou plus satisfaits. En outre les ouvriers plus que n'importe lequel autre groupe occupationnel considèrent l'aide disponible comme inadéquate; en effet de façon générale les gens disposant d'une éducation élémentaire et d'un revenu faible ont tendance à se montrer plus insatisfaits.

TABLEAU 12

Différences significatives apparues en fonction de six variables pour la question demandant si l'aide gouvernementale au postsecondaire est suffisante.

Régions		Caspésie	Moncton	Québec	Trois-Rivières	Capitale	Montréal	Outaouais	Nord-Ouest	Côte Nord	Montréal Est.	Québec Est.	Shawinigan	
Variables														
Sexe	Homme	1+												3.
	Femme													
Âge	15-34									2- 3+				2. 3. 2. 3. 1+2.
	35-50		2+3-	1-			3-			2+ 3-	3-	3-		
	50+		1+	1+										
Niveau de scolarité	Pr. + Sec.		2+ 3-	2+ 3+		2+ 3-	3-		1-2+ 3-	2+ 3-	3-	3- 2- 3+		2. 3. 3. 3.
	Prim.													
	Second.								1+					
	N1 pr. N1 Sec	3+	2- 3+						2- 3+	2- 3+	3+			2. 3.
Scolarité	1-7						2+ 3-							
	8-9						2- 3+							2. 3.
	10-11													
	12+									3-				3.
Occupation	Cult.					3-	1+							
	Ouvriers					1-								1-
	Collets blancs	1+		3-		1+								1+
	Prof.								3-			2-		3.
	Autres									3+				
Revenu	- 3500	Trop + assez élevée = 1												
	3500-4999	Pas assez élevée = 2				3+								
	5000-7499	Ne sais pas = 3												
	7500+	Proportion plus grande: + Proportion plus petite: -							3-					3.

Conclusions

Si, d'une part, il y a autant de gens qui jugent que la gratuité au secondaire coûte trop cher on constate, d'autre part, que ces mêmes gens sont largement d'accord pour l'étendre au collégial et à l'universitaire et qu'ils jugent généralement insuffisante l'aide fournie par le Gouvernement du Québec. La contradiction entre la réponse à la première question et la réponse aux autres provient de la façon dont les questions ont été posées; dans le premier cas, il y avait une référence au coût des transformations survenues dans le domaine de l'éducation de telle sorte que les gens ont donné leur avis sur la gratuité avec la nature de coût qui lui était jointe; pour les autres questions concernant la gratuité ou l'aide gouvernementale les gens ne percevaient que l'aspect bénéfice.

Les gens sont largement d'accord avec les mesures prises pour faciliter l'accessibilité à tous les niveaux de l'éducation. Les hommes ont des opinions plus arrêtées (moins de "ne sais pas" que chez les femmes) et ils sont parfois moins enclins à favoriser de nouvelles extensions à la gratuité ou à l'aide, dans la mesure où ils perçoivent davantage que les femmes les coûts sous forme de taxe et d'impôt. Concernant la gratuité, le groupe le plus jeune est plus

souvent favorable au-delà de la moyenne que le groupe le plus vieux. Par ailleurs au sujet de l'adéquation des mesures d'aide, les gens de 35 à 50 ans les trouvent plus souvent insuffisantes car ce sont surtout eux qui ont des enfants dans le système. En effet, les familles ayant des enfants à la fois à l'élémentaire et au secondaire aspirent beaucoup plus à l'aide sous toutes ses formes que ceux qui n'en ont aucun à l'école.

Les informateurs ayant 10 ans ou plus de scolarité considèrent moins que les autres la gratuité dispendieuse mais ne se montrent pas beaucoup plus favorables à son extension à des niveaux supérieurs. En outre, ils jugent assez élevée l'aide du gouvernement contrairement à ceux qui n'ont qu'une instruction élémentaire.

Les ouvriers, d'une part, les collets blancs et les professionnels, d'autre part, ont généralement des positions opposées; les premiers sont plus d'accord que les seconds quant à l'extension de la gratuité et ils estiment en plus grand nombre que l'aide n'est pas adéquate.

En outre les gens à plus fort revenu comptent moins sur l'aide gouvernementale que ceux dont le revenu est inférieur à \$3,500.

Ces informations indiquent indéniablement que les gens trouvent que la réforme de l'éducation en général et une plus grande accessibilité en particulier coûtent cher aux contribuables; par ailleurs ils considèrent également que cette accessibilité doit s'étendre davantage soit par la gratuité scolaire soit par d'autres mesures d'aide; en effet ils valorisent beaucoup l'éducation et s'ils en critiquent le coût ils sont d'accord avec les mesures de libéralisation de l'enseignement.

La catégorie des jeunes informateurs célibataires insistent en plus grand nombre que les mariés sur l'importance des mesures d'aide. Les deux tiers des jeunes demandent le présalaire. D'autre part seulement un tiers est d'accord pour allonger la période des vacances afin d'assurer plus de revenu aux étudiants. Les jeunes célibataires apparaissent donc plus exigeants que les gens mariés.

TABEAU 13 Opinion des informateurs célibataires ou mariés sur l'extension de la gratuité scolaire au niveau collégial et /ou universitaire.

	Niveau collégial				Niveau universitaire			
	Oui	Non	Ne sais pas	Total	Oui	Non	Ne sais pas	Total
Les informateurs mariés	2020	212	161	2393	1748	418	225	2391
%	84.4	8.8	6.8	100	73.0	17.5	9.5	100
Les informateurs célibataires	599	38	14	651	522	97	32	651
%	92.0	5.8	2.2	100	80.2	14.9	4.9	100

TABEAU 14 Opinion des informateurs célibataires concernant le présalaire et la prolongation des vacances.

	Oui	Non	Ne sais pas	Total
Le présalaire	437	182	32	651
%	67.1	28.0	4.9	100
La prolongation vacances	225	394	31	650
%	34.6	60.6	4.8	100

